



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Mars 2024



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Mars 2024

SOMMAIRE

PRINCIPAUX MESSAGES	3
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	4
1.1. Activité économique dans le monde	4
1.2. Actions des banques centrales	4
1.3. Marchés des matières premières	6
1.4. Marchés financiers	8
II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA	10
2.1. Production et demande de biens et services	10
2.2. Inflation	13
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE	14
3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires	14
3.2. Taux d'intérêt des banques	15
3.3. Liquidité bancaire	15
3.4. Monnaie	17
IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA	18
4.1. Marché boursier de l'UEMOA	18
4.2. Marché des titres de la dette publique	19
V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA	20
5.1. Croissance	20
5.2. Monnaie	21
5.3. Inflation	22
ANNEXES STATISTIQUES	23

PRINCIPAUX MESSAGES¹

1. Évolutions récentes

En février 2024, l'économie mondiale a montré des signes de croissance dans les principales régions économiques.

Aux **États-Unis**, la croissance a été soutenue par une augmentation plus rapide des nouvelles commandes. En **zone euro**, l'activité du secteur privé enregistre une amélioration, en lien avec la croissance de l'activité du secteur des services. Au **Royaume-Uni**, l'économie a progressé, portée par la hausse de la production du secteur des services et une atténuation de la contraction de la production manufacturière.

Les pays émergents ont globalement connu une expansion. En **Chine**, l'activité économique est restée stable par rapport à janvier 2024. En **Inde**, la production s'est accrue, en lien avec une augmentation des nouvelles commandes dans les services. En **Afrique du Sud**, la production s'est améliorée, en raison du renforcement des volumes de nouvelles affaires.

Dans les pays voisins et partenaires commerciaux de l'UEMOA, la croissance économique a ralenti sa progression au **Nigeria**, dans un contexte de faiblesse de la monnaie. L'indicateur de l'activité du secteur privé au **Ghana** a connu une expansion suite à la progression des nouvelles commandes.

Les prix des principaux produits de base exportés par les pays de l'UEMOA enregistrent une hausse, en lien avec les conditions météorologiques défavorables dans les principales zones de production et les tensions géopolitiques. Les prix des produits alimentaires importés dans la région ont également augmenté en raison d'une baisse de l'offre.

Au niveau des pays membres de l'UEMOA, l'activité économique demeure robuste, en lien avec la vigueur de la demande intérieure. L'inflation a connu une augmentation, en raison notamment du renchérissement des céréales.

Le taux d'intérêt à une semaine du marché interbancaire est ressorti à 5,86% en février 2024, stable par rapport à son niveau du mois précédent. Les conditions appliquées par les banques à la clientèle se sont légèrement assouplies en janvier 2024 (taux débiteurs : 6,90%, après 6,92% en décembre 2023 et 6,71% en janvier 2023).

La masse monétaire a enregistré une progression de 2,1%, en glissement annuel, à fin janvier 2024, après 3,7% un mois plus tôt. Cette évolution résulte essentiellement de la hausse des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+7,7%), atténuée par la dégradation des Actifs Extérieurs Nets (AEN).

2. Perspectives

Selon les prévisions effectuées par la BCEAO, le PIB réel de l'UEMOA ressortirait à 6,1% au premier trimestre 2024 après 5,7% aux quatrième et troisième trimestres 2023. Cette dynamique serait tirée par la bonne tenue de la demande intérieure et par l'amélioration continue de certains secteurs tels que le transport, le tourisme, l'hôtellerie et le BTP. En ce qui concerne le niveau des prix, les données disponibles indiquent que le taux d'inflation devrait s'établir à 2,9% en mars et avril 2024, en lien avec la remontée des prix des céréales locales principalement dans les pays du Sahel et la récente révision à la hausse de 10% des tarifs de l'électricité en Côte d'Ivoire.

¹ Cette note d'analyse a été produite sur la base des données disponibles au 20 mars 2023

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1. Activité économique dans le monde

L'économie mondiale montre des signes de croissance dans les principales régions économiques en février 2024. Aux États-Unis, l'activité s'est renforcée. En zone euro, la production enregistre une amélioration, en lien avec la croissance de l'activité du secteur des services. Dans les pays émergents, la Chine maintient sa croissance grâce aux efforts des décideurs politiques pour renforcer la confiance du marché.

Aux **Etats-Unis**, l'activité économique s'est renforcée en février 2024. L'indice PMI composite est ressorti à 52,5 points, en hausse par rapport à janvier (52,0 points). L'accélération de la production est soutenue par une augmentation plus rapide des nouvelles commandes. En **zone euro**, l'activité du secteur privé enregistre une amélioration tout en restant en dessous de la barre des 50 points. L'indice composite est passé de 47,9 points le mois précédent à 49,2 points en février 2024, en lien avec la croissance de l'activité du secteur des services. Au **Royaume-Uni**, la production du secteur privé a connu une expansion en février 2024 avec un indice PMI qui s'est établi à 53,0 points. Cette amélioration de l'activité est portée par la hausse de la production du secteur des services et une atténuation de la contraction de la production manufacturière. L'activité du secteur privé du **Japon** est restée en zone de croissance en février 2024 à 50,6 points, dans un contexte d'augmentation soutenue de l'activité du secteur des services.

Au niveau des **pays émergents**, l'activité économique a globalement connu une expansion. L'indice PMI composite de la **Chine** est resté stable par rapport à janvier 2024 à 52,5 points, indiquant le quatrième mois de croissance du secteur privé. Cette expansion est induite par la progression des ventes à l'étranger et les efforts des décideurs politiques pour stabiliser la croissance et renforcer la confiance du marché. En **Inde**, l'activité manufacturière et des services a atteint 60,6 points en février 2024, en lien avec une augmentation des nouvelles commandes, principalement dans les services. En **Russie**, l'activité économique a ralenti sa progression à 52,2 points contre 55,1 points en janvier 2024, dans un contexte de demande moins robuste de prestation de services. Au **Brésil**, l'indice des directeurs d'achat est ressorti à 55,1 points, en lien avec la forte augmentation des nouvelles affaires reçues par les prestataires de services et les producteurs de biens. En **Afrique du Sud**, le secteur privé affiche une amélioration, après avoir enregistré des baisses significatives au cours des quatre derniers mois. L'indice PMI composite est ressorti en hausse à 50,8 points.

Au niveau des pays voisins de l'UEMOA, l'indice PMI composite du **Nigeria** a ralenti sa progression, ressortant à 51,1 points après 54,5 points en janvier 2024. Les pressions sur les prix se sont intensifiées dans le secteur privé dans un contexte de faiblesse de la monnaie, entraînant une hausse des coûts de production. L'activité économique au **Ghana** a connu une expansion. L'indice PMI composite a progressé à 50,2 points, après un recul à 48,4 points en janvier 2024. Cette tendance résulte de la hausse des nouvelles commandes.

1.2. Actions des banques centrales

Les principales banques centrales à travers le monde ont maintenu leurs taux directeurs inchangés en mars 2024, face à une inflation qui se situe à des niveaux supérieurs à leur cible.

Au niveau des pays avancés, la **Réserve fédérale américaine (FED)** a, le 20 mars 2024, maintenu le taux des fonds fédéraux inchangé dans une fourchette cible de 5,25% à 5,50%, pour la cinquième réunion consécutive. La FED prévoit toujours de réduire les taux d'intérêt à trois

reprises en 2024. La **Banque centrale européenne (BCE)** a, le 7 mars 2024, décidé de maintenir inchangés ses taux directeurs, estimant que le temps n'est pas encore arrivé pour réduire l'effort de lutte contre l'inflation. Les taux d'intérêt des principales opérations de refinancement, ainsi que ceux des facilités de prêt marginal et de dépôt, s'affichent respectivement à 4,50%, 4,75% et 4,00%. Lors de sa réunion du 6 mars 2024, la **Banque du Canada (BdC)** a maintenu son taux directeur à 5,00%, soulignant qu'il était prématuré d'envisager une baisse, compte tenu de la persistance de l'inflation sous-jacente. Pour sa part, la **Banque du Japon (BoJ)** a, le 19 mars 2024, décidé de relever son taux directeur entre 0% et 0,10%. Il s'agit de la première hausse des taux d'intérêt depuis 2007. Cette décision intervient dans un contexte où l'inflation (2,2% en janvier 2024) dépasse l'objectif de 2% fixé par la BoJ. En outre, elle a décidé de réduire progressivement le rythme de ses achats d'obligations d'entreprises avant de les arrêter complètement dans environ un an. Le 1^{er} février 2024, la **Banque d'Angleterre (BoE)** n'a pas fait évoluer son taux directeur qui se situe à 5,25%, son plus haut niveau depuis 16 ans, pour la quatrième fois consécutive, soulignant la nécessité d'une politique monétaire restrictive malgré des indicateurs clés favorables.

Dans les pays émergents, la **Banque centrale du Brésil** a, lors de sa réunion du 20 mars 2024, décidé de réduire son taux directeur de 50 points de base à 10,75%, pour favoriser la convergence vers un objectif d'inflation et stabiliser l'activité économique. La **Banque centrale de Chine (PBoC)** a, le 20 février 2024, réduit de 25 points de base son taux de référence pour les prêts hypothécaires (LPR), qui a été abaissé de 4,20% à 3,95%. Cette mesure vise à relancer l'investissement dans le secteur immobilier qui représente une part significative du PIB du pays. La **Reserve Bank of India (RBI)** a, le 8 février 2024, maintenu son taux directeur à 6,50%, malgré une inflation élevée à 5,7% en décembre 2023, qui reste toutefois dans la fourchette cible de 2% à 6% fixée à moyen terme.

En **Afrique**, la **Banque centrale du Nigeria (CBN)** a, le 27 février 2024, augmenté son taux directeur de 400 pnb pour le porter à 22,75% dans le but de maîtriser les pressions inflationnistes persistantes. L'inflation a atteint 31,7% en février 2024, en raison notamment de la dépréciation du naira et de la suppression des subventions sur le carburant.

Tableau 1 : synthèse des actions des principales banques centrales

	Variation du taux directeur en 2023 (en pnb)	Variation du taux directeur en 2024 (en pnb)	Taux directeur au 20 mars 2024 (%)	Cible d'inflation (%)	Taux d'inflation en février 2024 (%)
Pays avancés					
États-Unis	100	0	{5,25 -5,50}	2,0	3,2
Zone euro	200	0	4,50	2,0	2,6
Royaume-Uni	175	0	5,25	2,0	3,4
Pays émergents					
Chine	-20	0	3,45	3,0	0,7
Russie	850	0	16,00	4,0	7,7
Inde	25	0	6,50	5,7	5,1
Brésil	-200	-100	10,75	{3,75+/-1,5}	4,5
Afrique du sud	100	0	8,25	{3,0 - 6,0}	5,3
Pays en développement					
Nigeria	225	400	22,75	{6,0 - 9,0}	31,7
Ghana	300	-100	29,00	{8,0+/-2,0}	23,2
CEMAC *	50	0	5,00	3,0	3,0

Sources : Central Bank rates, Banques centrales des pays concernées, tradingeconomics.com ; * taux d'inflation annuel 2024

1.3. Marchés des matières premières

Les prix des principaux produits de base exportés par les pays de l'UEMOA enregistrent une hausse, en lien avec les conditions météorologiques défavorables et les tensions géopolitiques. Les prix des produits alimentaires importés dans la région ont également augmenté en raison d'une baisse de l'offre.

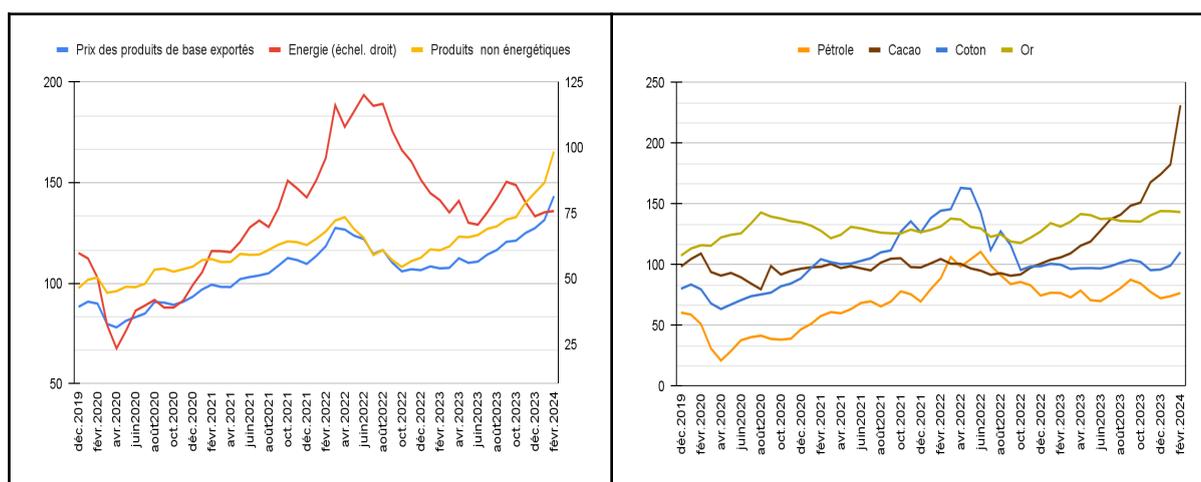
Les prix des principaux **produits de base exportés** par les pays de l'UEMOA enregistrent une hausse, en glissement mensuel, de 9,1% en février 2024, après une réalisation de +3,2% le mois précédent. Ce renchérissement s'explique par la hausse des cours de certains produits d'origine agricole (**cacao** : +26,7%, **coton** : +11,2%, **caoutchouc** : +8,1%, **café** : +5,4% et **huile de palmiste** : +5,4%). Les produits énergétiques connaissent également un rebond, porté par la hausse des prix du **pétrole** (+3,6%). Par contre, un recul a été relevé au niveau des prix des métaux et minéraux (**uranium** : -5,0% et **zinc** : -3,4%), des fertilisants (**phosphate** : -2,1%) et des métaux précieux (**or** : -0,5%).

La hausse des cours du **cacao** est imputable aux mauvaises récoltes en Côte d'Ivoire et au Ghana, affectées par des conditions météorologiques défavorables, ainsi qu'à un important déficit prévu pour la saison 2023/2024, entraînant une réduction de l'offre. Les prix du **coton** ont augmenté en raison d'une baisse des stocks constitués pour la vente aux États-Unis, ainsi qu'à la faiblesse de la production. Le renchérissement du **caoutchouc** est lié aux inquiétudes concernant les pénuries causées par l'entrée dans la saison annuelle de changement des feuilles des hévéas et le transfert à grande échelle des cultures de caoutchouc vers d'autres cultures telles que le durian en Inde. Les précipitations inférieures à la moyenne dans les régions productrices de **café** du Brésil et les inquiétudes concernant les chaînes d'approvisionnement mondiales en raison des attaques des militants houthis contre des navires, ont porté les cours de ce produit. L'augmentation des prix de l'**huile de palmiste** s'explique par les conditions météorologiques défavorables et la pénurie de main-d'œuvre en Malaisie, principal producteur, ainsi que par les difficultés d'approvisionnement en lien avec la crise en mer Rouge. L'anticipation d'une demande robuste à court terme et à la baisse des stocks au cours des premiers mois de 2024 a renforcé la hausse.

Les prix du **pétrole** ont été stimulés par les tensions géopolitiques au Moyen-Orient et des signaux positifs dans les indicateurs macroéconomiques, indiquant une amélioration économique en Europe.

En revanche, les prix de l'**uranium** se sont repliés, après que le Gouvernement américain s'est abstenu d'interdire les importations de combustible nucléaire russe, apaisant les craintes en matière d'approvisionnement sur le marché mondial. Le recul des cours du **zinc** est attribuable à l'augmentation des stocks de zinc sur le London Metal Exchange. Le recul des prix de l'**or** est imputable à la hausse des rendements des obligations du Trésor américain.

Graphique 1 : Évolution des cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

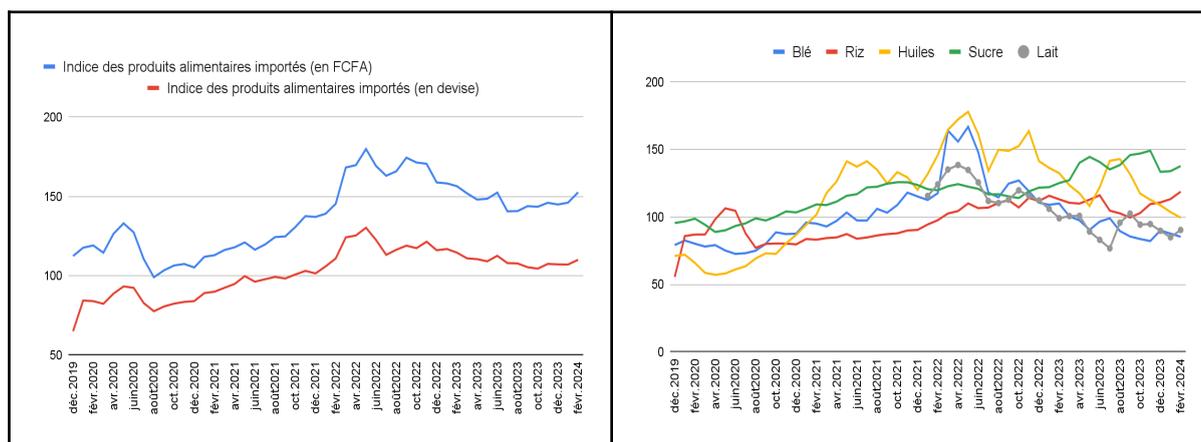
Par rapport à février 2023, les prix des principaux produits exportés par les pays de l'UEMOA ont augmenté de 33,5%, après un accroissement de 21,3% le mois précédent. La hausse des cours concerne les **produits agricoles** (**cacao** : +118,0%, **café** : +49,3%, **caoutchouc** : +23,4% et **coton** : +10,3%), les minéraux (**uranium** : +84,8%) et les **métaux précieux** (+9,1%). En revanche, les prix des produits énergétiques (**gaz naturel** : -36,1%) et de la **noix de cajou** (-9,8%), du **zinc** (-6,7%), des **huiles végétales** (-5,2%) et du **phosphate** (-4,7%) se sont repliés.

Les prix des principaux **produits alimentaires importés** dans l'UEMOA ont enregistré une progression de 2,8% en février 2024, en variation mensuelle, après une baisse de 0,1% un mois auparavant. Le renchérissement concerne le **lait** (+6,2%), le **riz** (+4,9%) et le **sucre** (+2,8%). En revanche, les prix de l'**huile de soja** (-4,1%) et du **blé** (-2,6%) ont baissé.

Le renchérissement du **lait** est imputable à une demande internationale croissante pour les produits laitiers et à la pression accrue de la part des fournisseurs et des éleveurs qui réclament des augmentations de prix. Le renforcement des cours du **riz** est lié à une offre limitée en raison de la décision de l'Inde, l'un des principaux exportateurs mondiaux de riz, de prolonger indéfiniment les droits à l'exportation sur les expéditions de riz étuvé. Les anticipations d'une baisse de 4,4% de la production dans la principale région productrice du Brésil, le premier producteur de sucre, pour la saison 2024/2025, ont tiré les cours du **sucre** à la hausse.

Par contre, les prix de l'**huile de soja** ont baissé en raison de l'abondance des approvisionnements en provenance d'Amérique du Sud. En effet, le Brésil et l'Argentine s'apprêtent à connaître une récolte de soja abondante, ce qui entraînera un excédent dans la région et une augmentation des stocks mondiaux. La hausse des exportations ukrainiennes en février 2024 et les conditions météorologiques favorables en Amérique du Sud et aux États-Unis ont causé la baisse des cours du **blé**.

Graphique 2 : Évolution des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à la même période de l'année 2023, les prix des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA ont reculé de 3,9%, après une baisse de 8,4% le mois précédent. Cette tendance baissière a été imprimée par le repli des cours de **l'huile de soja** (-25,0%), du **blé** (-22,3%) et du **lait** (-8,9%). En revanche, les prix du **sucre** (+10,1%) et du **riz** (+5,0%) se sont renforcés.

Exprimés en franc CFA, les prix des produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA ont fléchi de 2,5%, suite à la baisse des prix du blé (-22,9%), des huiles (-12,7%) et du lait (-9,6%). La hausse des cours du sucre (+8,2%) et du riz (+4,2%) a atténué la tendance.

1.4. Marchés financiers

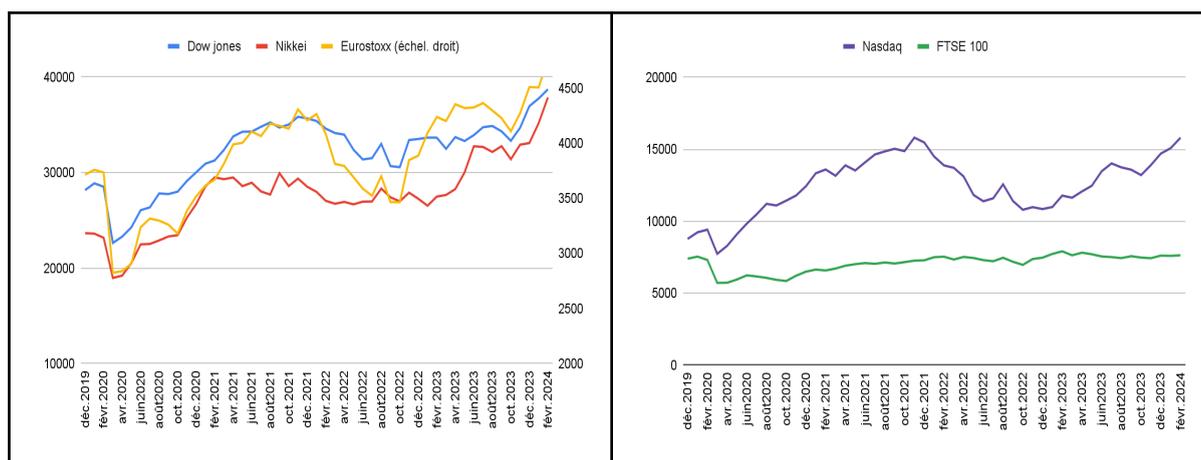
Les marchés boursiers ont enregistré des performances globalement positives en février 2024, portés par l'enthousiasme des investisseurs pour l'intelligence artificielle et les résultats favorables des entreprises.

1.4.1. Les places boursières

Les principaux indices boursiers ont connu des évolutions à la hausse par rapport au mois précédent. En Afrique, les indices NSE du Nigeria, MASI du Maroc et GSE du Ghana se sont renforcés de 13,5%, 2,4% et 1,2% respectivement. Par contre, l'indice FTSE de l'Afrique du Sud a régressé de 0,6% en février 2024.

A l'échelle internationale, les indices boursiers ont également connu des évolutions positives au cours du mois de février 2024. Aux Etats-Unis, les indices NASDAQ et DOW JONES ont progressé de 4,8% et 2,5% respectivement après des accroissements de 2,6% et 2,2% le mois précédent. En zone euro, les indices EUROSTOXX 50 et CAC 40 de la France ont augmenté respectivement de 5,6% et 3,9% comparativement à leur valeur moyenne du mois de janvier 2024. L'indice FTSE 100 du Royaume-Uni s'est également amélioré de 0,5%, après une baisse de 0,2% un mois auparavant. De même, l'indice NIKKEI 225 du Japon s'est accru de 7,7%.

Graphique 3 : Évolution des indices boursiers internationaux (en nombre de points)

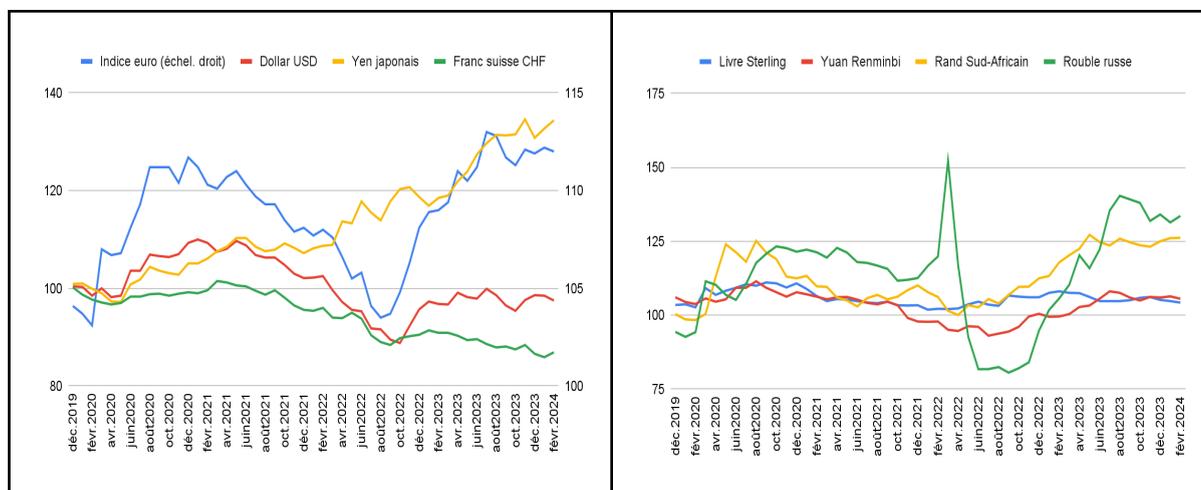


Sources : Reuters, calculs BCEAO

1.4.2. Les taux de change

L'indice du taux de change de l'euro, calculé par la BCE, s'est déprécié de 0,2% en février 2024 comparativement à son niveau moyen du mois précédent, après une amélioration de 0,3%. La monnaie des pays de la zone euro s'est affaiblie de 1,0% par rapport au dollar américain et de 0,5% à l'égard de la livre sterling et du dollar canadien. L'euro a aussi perdu de la valeur vis-à-vis des monnaies des pays émergents, notamment la roupie indienne (-1,2%) et le yuan chinois (-0,7%) sur la même période. En revanche, la devise européenne s'est appréciée face au yen japonais (+1,2%), au franc suisse (+1,0%), au rouble russe (+1,6%) et à la livre turque (+1,4%).

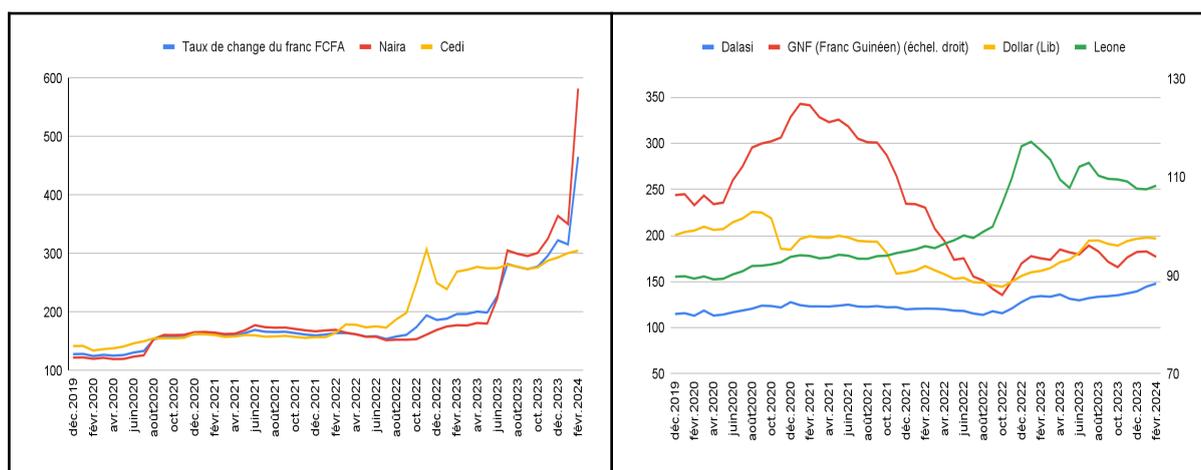
Graphique 4 : Évolution du taux de change de l'euro face aux principales devises (Indices, base 100 en 2016)



Sources : BCE, Calculs BCEAO

Dans la sous-région ouest-africaine, le franc CFA a enregistré, au cours du mois de février 2024, une hausse de 47,4% comparée à sa valeur du mois précédent, en raison principalement de sa forte appréciation par rapport au naira (+66,0%) suite à une deuxième dévaluation de la monnaie nigérienne en huit mois visant à aligner le taux de change officiel sur celui du marché parallèle. Le franc CFA s'est également renforcé vis-à-vis du dalasi gambien (+2,3%), de la léone (+1,6%) et du cedi (+1,3%). Par contre, la monnaie des pays de l'UEMOA s'est dépréciée par rapport au franc guinéen (-1,1%) et au dollar libérien (-0,4%).

Graphique 5 : Évolution du taux de change des monnaies de l'Afrique de l'Ouest
(Indices, base 100 en 2016)



Sources : AMAO, calculs BCEAO

En variation annuelle, le franc CFA s'est apprécié de 136,5% par rapport aux monnaies des autres pays de l'Afrique de l'Ouest. En particulier, le franc CFA enregistre une hausse de 227,5% et 13,3% respectivement par rapport au naira et au cedi ghanéen.

II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA

2.1. Production et demande de biens et services

Les indicateurs économiques disponibles à fin janvier 2024 révèlent une évolution de l'activité économique contrastée, mais globalement positive à un rythme mensuel. La production industrielle a reculé de 3,5% en variation mensuelle. Le chiffre d'affaires du commerce de détail s'est accru de 2,8%, après -1,3% le mois précédent. Dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), l'enquête auprès des chefs d'entreprise fait état d'une poursuite de l'amélioration de l'activité dans tous les pays de l'Union à l'exception du Niger. En revanche, les prestations de services marchands et financiers ont enregistré des baisses respectives de 3,5% et 4,8% d'un mois à l'autre.

2.1.1. Production industrielle

En variation mensuelle, l'indice de la production industrielle, corrigé des variations saisonnières (CVS), a enregistré une baisse de 3,5 points en janvier 2024, après une hausse de 1,3% en décembre 2023. La baisse de la production industrielle est imputable aux activités extractives (-2,5 points) et à la production d'électricité, eau et gaz (-1,7 point).

Tableau 2 : Évolution de l'indice de la production industrielle, données CVS-CJO
(contribution à la croissance en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2022	2023	2023-24		2023-24	
	janvier	janvier	décembre	janvier (*)	décembre	janvier (*)
Production des activités extractives	0,6	-2,2	1,2	-2,5	0,0	-0,4
dont pétrole brut et gaz naturel	0,2	0,0	-0,3	-0,1	0,1	0,0
Industries manufacturières	-4,7	1,0	-0,3	0,7	2,9	2,7
dont produits alimentaires et boissons	-2,4	1,2	-2,2	-1,1	3,4	1,1
textiles	0,6	2,8	-0,1	2,2	-0,3	-0,8
produits pétroliers raffinés	-0,1	1,9	-2,6	1,8	-0,1	-0,2
Electricité, eau et gaz	0,1	-0,7	0,3	-1,7	1,2	0,1
Indice Général	-4,0	-1,9	1,3	-3,5	4,1	2,5

Source : BCEAO, (*) données provisoires

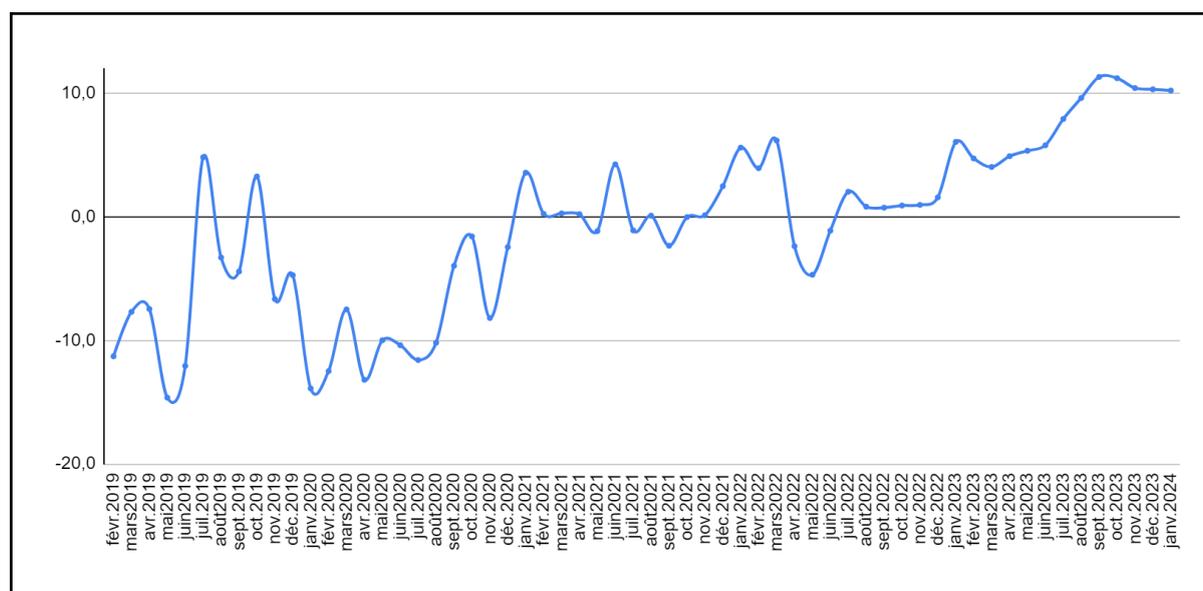
La production industrielle, en glissement annuel, a augmenté de 2,5% en janvier 2024, après une hausse de 4,1% le mois précédent. Le dynamisme de l'activité économique est essentiellement tiré par le renforcement de l'industrie manufacturière (+2,7 points après +2,9 points le mois précédent) et de la production d'électricité, eau et gaz (+0,1 point après +1,2 point). Le recul de moindre ampleur des activités extractives (-0,4 point après 0,0 point en novembre 2023) a atténué la hausse de la production industrielle.

2.1.2. Bâtiments et travaux publics

Les données de l'enquête recueillies auprès des chefs d'entreprise font état d'une accélération de l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), en janvier 2024, par rapport à la situation du mois précédent. L'écart de l'indice d'activité dans les BTP par rapport à la moyenne de long terme (100) est resté positif, ressortant à +10,2 points contre +10,3 points en décembre 2023. Par pays, une amélioration de l'activité dans le secteur des BTP a été relevée au Sénégal (+26,5 points), au Bénin (+13,4 points), en Côte d'Ivoire (+11,3 points), en Guinée-Bissau (+8,2 points), au Togo (+7,4 points), au Burkina (+4,9 points) et au Mali (+0,2 point). En revanche, un repli de l'activité a été observé au Niger (-8,1 points).

Graphique 6 : Évolution de l'activité dans le secteur des BTP de l'UEMOA

(écart par rapport à la moyenne de long terme, en nombre de points)



Source : BCEAO

2.1.3. Activité commerciale

Le chiffre d'affaires du commerce de détail a connu une hausse, en variation mensuelle, de 2,8% au cours du mois de janvier 2024, après une baisse de 1,3% un mois plus tôt. L'amélioration de l'activité, d'un mois à l'autre, dans le commerce de détail est principalement liée aux produits pharmaceutiques et cosmétiques (+1,5 point) et aux produits pétroliers (+1,3 point).

Tableau 3 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires (ICA), données CVS-CJO
(contribution à la croissance de l'indice global en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2022	2023	2023-24		2023-24	
	janvier	janvier	décembre	janvier (*)	décembre	janvier (*)
Produits de l'alimentation	-1,5	-1,6	0,3	-0,2	0,8	0,5
dont autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	0,0	-1,7	0,1	-0,1	0,6	0,5
Equipement de la personne	0,0	0,4	0,3	0,0	0,1	0,1
dont textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	0,0	0,4	0,3	0,0	0,1	0,1
Equipement de logement	0,7	0,1	0,0	-0,3	0,3	0,3
Automobiles, motocycles et pièces détachées	-0,3	-0,2	0,7	0,4	1,0	-0,2
dont véhicules automobiles neufs	-0,2	-0,6	-0,1	0,8	0,6	0,0
Produits pétroliers	1,6	0,5	-1,0	1,3	1,9	1,2
Produits pharmaceutiques et cosmétiques	0,4	-1,0	-1,0	1,5	-0,1	0,5
dont produits pharmaceutiques et médicaux	0,4	-1,1	-1,0	1,5	-0,1	0,4
Produits divers	-0,3	0,5	-0,6	0,1	-0,9	-0,4
INDICE GLOBAL	0,5	-1,2	-1,3	2,8	3,0	2,0

Source : BCEAO (*) données provisoires

Le rythme de progression du chiffre d'affaires du commerce de détail, en glissement annuel, s'est établi à 2,0% en janvier 2024, contre 3,0% le mois précédent. La hausse de l'activité dans le commerce de détail est principalement due aux produits pétroliers (+1,2 point), aux produits pharmaceutiques et cosmétiques (+0,5 point) et aux produits de l'alimentation (+0,5 point).

2.1.4. Services marchands

D'un mois à l'autre, les services marchands non financiers se sont repliés de 3,5% en janvier 2024, après une hausse de 4,8% un mois plus tôt. Les services financiers ont enregistré une tendance similaire avec une baisse de 4,8% en janvier 2024 après une hausse de 3,9% le mois précédent.

Tableau 4 : Variation des services marchands non financiers (en %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2022-23		2023-24		2023-24	
	décembre	janvier	décembre	janvier (*)	décembre	janvier (*)
Bénin	2,6	0,0	3,8	0,0	6,4	6,4
Burkina	4,0	-1,1	3,0	-1,8	1,9	1,2
Côte d'Ivoire	3,3	-5,2	5,5	-4,6	6,2	6,9
Guinée-Bissau	0,3	0,4	0,0	0,0	1,4	1,0
Mali	1,2	7,3	0,2	3,0	11,2	6,7
Niger	0,2	1,1	-0,1	0,0	-4,0	-5,0
Senegal	5,0	-7,0	12,1	-5,8	8,8	10,2
Togo	7,9	-13,6	0,7	-9,5	5,3	10,2
INDICE GLOBAL	3,6	-3,7	4,8	-3,5	5,9	6,1

Source : BCEAO (*) données provisoires

En glissement annuel, les services marchands non financiers ont connu une progression de 6,1% en janvier 2024 contre 5,9% un mois plus tôt. L'accroissement du chiffre d'affaires des services marchands est observé dans tous les pays de l'UEMOA, hormis le Niger (-5,0%). Les hausses concernent le Togo (+10,2%), le Sénégal (+10,2%), la Côte d'Ivoire (+6,9%), le Mali (+6,7%), le Bénin (+6,4%), le Burkina (+1,2%) et la Guinée-Bissau (+1,0%).

Tableau 5 : Variation des services marchands financiers (en %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2022-23		2023-24		2023-24	
	décembre	janvier	décembre	janvier (*)	décembre	janvier (*)
Bénin	9,5	-2,1	6,7	-0,8	11,2	12,6
Burkina	11,3	0,0	9,6	-0,6	15,0	14,3
Côte d'Ivoire	6,4	-9,0	4,8	-9,1	15,2	14,9
Guinée-Bissau	-4,6	-3,0	-3,1	-3,0	16,4	16,5
Mali	3,9	-13,9	3,3	-15,1	16,7	15,0
Niger	1,7	1,2	1,1	3,6	2,9	5,4
Sénégal	1,6	1,7	1,3	2,6	10,9	11,9
Togo	-3,4	2,9	-4,2	4,4	4,7	6,3
INDICE GLOBAL	5,0	-4,9	3,9	-4,8	13,1	13,1

Source : BCEAO (*) données provisoires

S'agissant des services financiers, le chiffre d'affaires s'est accru de 13,1%, en rythme annuel. Les hausses ont concerné la Guinée-Bissau (+16,5%), le Mali (+15,0%), la Côte d'Ivoire (+14,9%), le Burkina (+14,3%), le Bénin (+12,6%), le Sénégal (+11,9%), le Togo (+6,3%) et le Niger (+5,4%).

2.2. Inflation

L'inflation dans l'Union est ressortie, en février 2024, en hausse par rapport à son niveau du mois précédent, en lien avec la hausse du rythme de progression des prix des produits alimentaires.

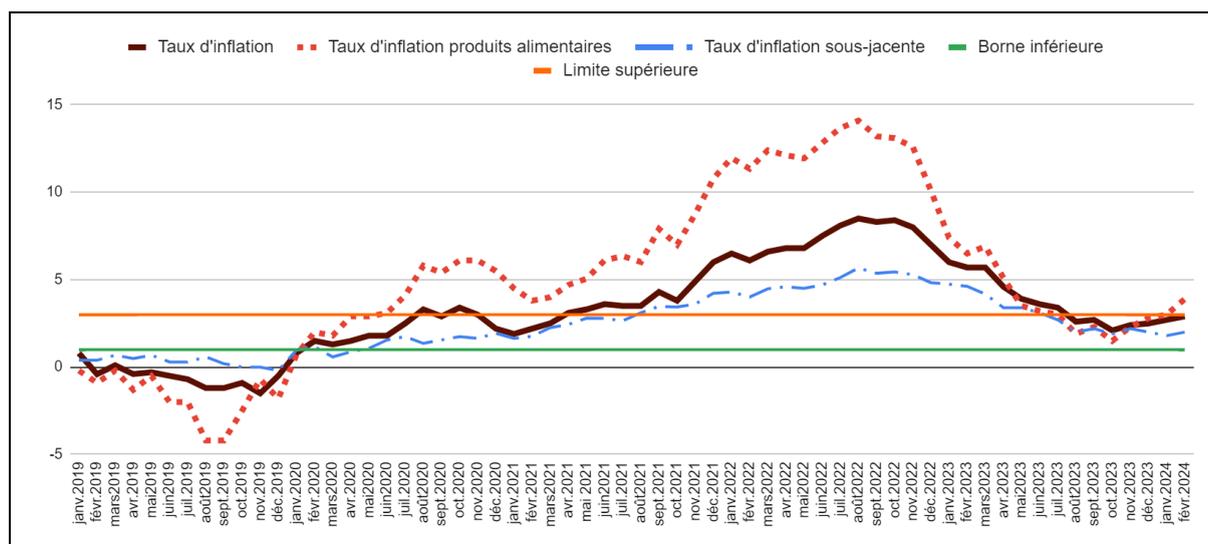
Le taux d'inflation est ressorti, en glissement annuel, à 2,9% en février 2024, en hausse de 0,2 point de pourcentage par rapport à son niveau du mois précédent (+2,7%). La hausse de l'inflation est imputable à la progression des prix des produits alimentaires (+3,9% contre +3,0% en janvier 2024), atténuée par des décélérations relevées au niveau des fonctions «Transport» (+2,3% contre +3,5%) et «Logement» (+2,6% contre +3,1%).

L'évolution des prix observée au niveau des produits alimentaires au cours du mois de février 2024 découle de la faible performance de la production céréalière réalisée lors de la campagne agricole 2023/2024 dans certains pays de l'Union. Le renchérissement des produits alimentaires a également été porté par l'accélération des prix des légumes frais (+23,9% contre +22,8%), de la farine (+4,2% contre +2,5%) et des sels et épices (+3,0% contre +1,7%).

La décélération de l'inflation dans la composante «Logement» s'explique par le ralentissement du rythme de progression des prix des services d'entretien et de réparations (+2,5% contre +3,4%), ainsi que du charbon de bois (+9,8% contre +12,5%). S'agissant de la fonction «Transport», le ralentissement est observé au niveau des prix des carburants et lubrifiants (+1,7% contre +2,5%) et des tarifs des services de transport routier (+4,1% contre +4,7%).

L'analyse par pays révèle des augmentations de l'inflation au Niger (+8,1% contre +6,9%), en Côte d'Ivoire (+3,5% contre +3,1%), au Togo (+3,5% contre +2,0%), au Sénégal (+2,3% contre +2,1%) et au Bénin (+0,2% contre -1,2%). En revanche, une décélération est notée au Burkina (+2,7% contre +4,3%), en Guinée-Bissau (+2,5% contre +3,1%) et au Mali (-0,4% contre +0,5%).

Graphique 7 : Évolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA (%)



Sources : INS, BCEAO

Le taux d'inflation sous-jacent, calculé en excluant les prix des produits frais et de l'énergie, est ressorti à 2,0% en février 2024 contre 1,8% le mois précédent.

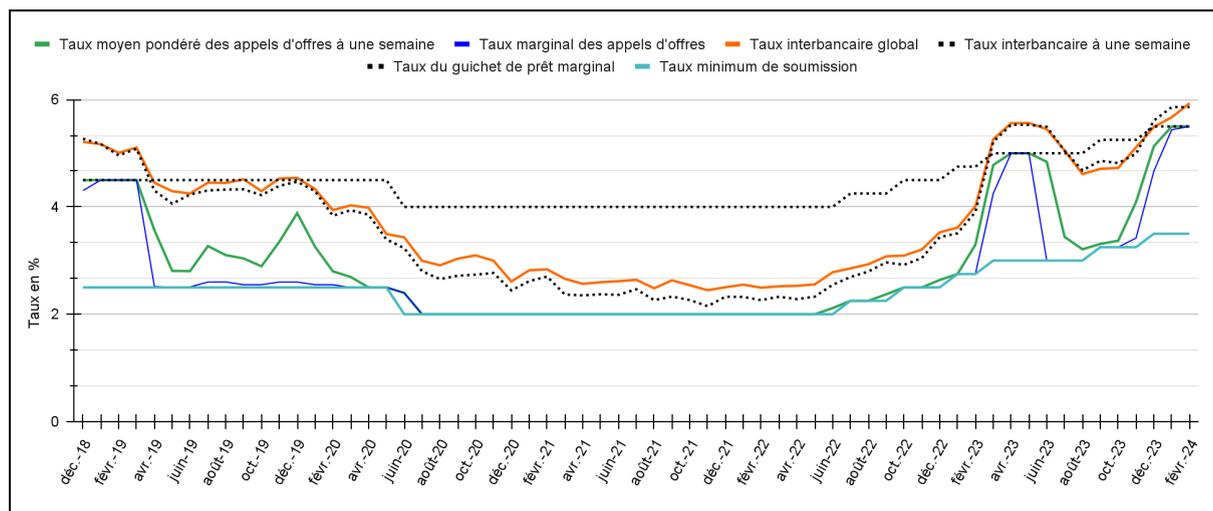
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE

La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a tenu, le 6 mars 2024, la première session ordinaire de son Comité de politique monétaire (CPM) de l'année 2024 au cours de laquelle l'instance a maintenu inchangé ses principaux taux directeurs, en vigueur depuis le 16 décembre 2023. Ainsi, le taux minimum de soumission aux appels d'offres d'injection de liquidité reste à son niveau de 3,50% et le taux du guichet de prêt marginal, à son niveau de 5,50%.

3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires

En février 2024, les taux sur le marché monétaire ont poursuivi globalement leur évolution haussière. Le taux moyen pondéré des appels d'offre à une semaine est resté stable entre janvier et février à 5,50%, tandis que le taux marginal des appels d'offre est passé de 5,43% en janvier à 5,50% en février 2024. Sur le marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen pondéré sur la maturité à une semaine est resté stable à 5,85%. Globalement, les échanges sur le marché interbancaire se sont effectués en moyenne à 5,93% en février 2024, en hausse de 26 pdb par rapport à janvier 2024 et de 192 pdb par rapport à sa valeur il y a un an.

Graphique 8 : Évolution des taux d'intérêt sur le marché monétaire



Sources : BCEAO

3.2. Taux d'intérêt des banques

Les résultats de l'enquête sur les conditions de banque révèlent, à l'échelle de l'Union, que les taux d'intérêt débiteurs des banques au cours du mois de janvier 2024 ont régressé de 2 pdb par rapport au mois précédent. Hors charges et taxes, le taux débiteur moyen est ressorti à 6,90% en janvier 2024 et à 6,71% un an plus tôt. Le coût du crédit bancaire a baissé au Sénégal (6,13% contre 6,72%), au Burkina (7,88% contre 8,08%), en Côte d'Ivoire (6,68% contre 6,74%) et au Togo (7,49% contre 7,52%). Par contre, une augmentation a été observée au Niger (9,30% contre 6,98%), au Mali (7,96% contre 6,87%) et en Guinée-Bissau (9,16% contre 9,05%).

Les taux d'intérêt créditeurs sur les dépôts à terme ont reculé de 13 pdb pour s'établir à 5,35%, contre 5,48% un mois plus tôt et 5,30% une année auparavant. Par pays, la rémunération des dépôts s'est détériorée en Guinée-Bissau (3,50% contre 4,75%), en Côte d'Ivoire (4,40% contre 5,25%), au Togo (5,52% contre 5,68%) et au Mali (5,39% contre 5,50%). Les taux d'intérêt créditeurs ont, en revanche, progressé dans les autres pays de l'Union : Burkina Faso (5,90% contre 5,27%), Bénin (5,72% contre 5,25%), Niger (6,03% contre 5,71%) et Sénégal (5,61% contre 5,60%).

3.3. Liquidité bancaire

En février 2024, les facteurs autonomes ont exercé une incidence positive de 11,0 milliards sur la trésorerie des banques. Cette incidence est le fait des opérations de transfert ainsi que du solde des opérations des banques avec les Trésors et des autres facteurs nets qui ont eu respectivement des effets haussiers de 174,3 milliards et baissiers de 187,1 milliards. Les versements nets de billets aux guichets des banques (+23,7 milliards), ont pour leur part, contribué à cette amélioration de la liquidité bancaire.

Tableau 6 : Facteurs explicatifs de l'évolution de la liquidité des banques (montants en milliards de FCFA)

	févr-23 / janv-23	janv-24 / déc-23	févr-24 / janv-24
Circulation fiduciaire (1)	-25,7	-53,3	-23,7
Transferts nets des banques (2)	-324,2	-102,0	174,3
Opérations des États avec les banques et autres facteurs nets (3)	92,7	-56,7	-187,1
Position structurelle de liquidité (4) = (2) + (3) - (1)	-205,9	-105,4	11,0
Réserves obligatoires (5)	22,1	2,5	18,1
Hausse (+) ou baisse (-) des besoins de liquidité (6) = (5) - (4)	227,9	107,9	7,1
Refinancements (7)	-512,8	151,9	-174,4
Variation de la liquidité bancaire (8) = (4) + (7)	-718,6	46,4	-163,4

Source : BCEAO

Durant la même période, le refinancement accordé par la BCEAO aux banques de l'UEMOA a baissé de 174,4 milliards. En conséquence, la liquidité bancaire s'est détériorée de 163,4 milliards d'un mois à l'autre.

Tableau 7 : Répartition des refinancements suivant les guichets²

	Encours			Variation (en milliards)	
	janv. 23	déc. 23	janv. 24	déc-23 / nov-23	janv-24 / déc-23
Guichet hebdomadaire	5 951,8	6 181,6	6 680,7	164,9	499,2
Guichet mensuel	2 095,2	657,5	607,5	-25,0	-50,0
Guichet de prêt marginal	0,0	972,5	725,2	972,5	-247,3
Guichet de relance	615,7	575,0	525,0	-75,0	-50,0
Guichet de Soutien et de Résilience	12,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Refinancement total de la Banque Centrale	8 675,4	8 401,3	8 553,1	1 052,2	151,9

Source : BCEAO

L'examen de la constitution des réserves obligatoires par les banques pendant la période allant du 16 janvier 2024 au 15 février 2024 révèle un excédent par rapport au niveau des réserves requises. Les réserves excédentaires des banques se sont élevées à 1.352,1 milliards, représentant ainsi 112,3% des réserves requises contre 1.180,2 milliards (99,5% des réserves obligatoires) sur la période précédente.

Tableau 8 : Niveau des réserves excédentaires selon la présence au refinancement (montants en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

Pays	Banques venant au refinancement			Autres banques			Total	
	Réserves excédentaires	RO	En % des réserves requises	Réserves excédentaires	RO	En % des réserves requises	Réserves excédentaires	En % des réserves requises
Bénin	60,2	88,8	67,8	1,3	0,7	188,1	61,5	68,7
Burkina	198,3	129,7	152,9	3,8	1,4	263,6	202,1	154,1
Côte d'Ivoire	450,1	423,5	106,3	263,7	39,3	671,2	713,8	154,3
Guinée-Bissau	5,0	5,4	92,9	0,5	2,1	22,5	5,5	73,1
Mali	39,8	142,8	27,9	0,0	0,0	0,0	39,8	27,9
Niger	-6,0	45,4	-13,2	8,3	1,1	736,4	2,3	4,8
Sénégal	160,5	209,4	76,6	109,5	45,3	241,7	270,0	106,0
Togo	66,3	48,7	136,2	-9,3	20,2	-46,0	57,0	82,7
UMOA	974,2	1 093,7	89,1	377,8	110,2	342,8	1 352,1	112,3

Source : BCEAO, RO : Réserves Obligatoires.

² Les données des encours ne concernent que les banques

3.4. Monnaie

En janvier 2024, le rythme de progression de la masse monétaire est ressorti, en glissement annuel, à 2,1%, après 3,7% atteint le mois précédent, en lien avec l'évolution de ses contreparties. Sous l'angle de ses composantes, la circulation fiduciaire a augmenté de 4,5% en janvier 2024, contre 4,3% en décembre 2023 tandis que les dépôts ont connu une baisse de leur rythme de progression, en passant de 3,6% à fin décembre 2023 à 1,4% à fin janvier 2024.

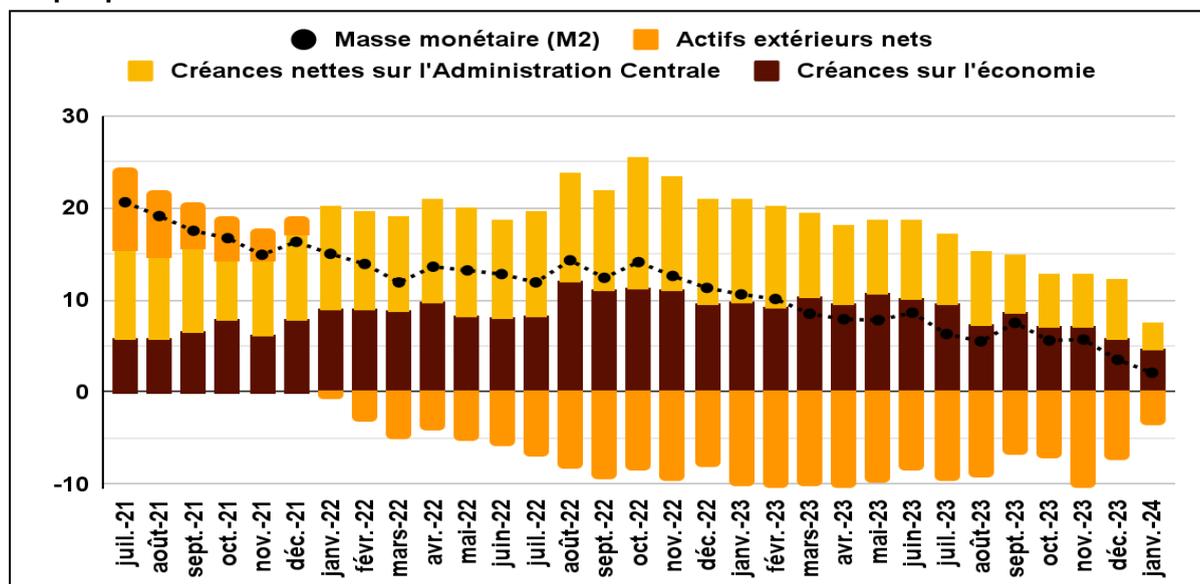
Tableau 9 : Situation monétaire à fin janvier 2024 (montants en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	déc.-22	janv.-23	déc.-23	janv.-24	Variation mensuelle (%)		Variation annuelle (%)	
					Période précédente	Période courante	Période précédente	Période courante
Masse monétaire (M2)	46 162,1	45 559,0	47 891,9	46 524,5	2,9	-2,9	3,7	2,1
Circulation fiduciaire	10 338,2	10 249,5	10 787,2	10 711,7	4,6	-0,7	4,3	4,5
Dépôts	35 823,9	35 309,4	37 104,7	35 812,8	2,4	-3,5	3,6	1,4
Actifs extérieurs nets	4 458,0	3 603,4	1 149,2	2 004,5	207,5	74,4	-74,2	-44,4
Créances intérieures	51 760,0	52 537,1	58 069,6	56 570,6	1,4	-2,6	12,2	7,7
Créances nettes sur APUC	20 380,0	20 903,4	23 750,0	22 500,8	2,5	-5,3	16,5	7,6
Créances sur l'économie	31 380,0	31 633,7	34 319,6	34 069,8	0,6	-0,7	9,4	7,7

Source : BCEAO

La progression de la masse monétaire en janvier 2024 résulte essentiellement de la hausse des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+4.033,5 milliards ou +7,7%), dont l'impact a été atténué par la dégradation des Actifs Extérieurs Nets.

Graphique 9 : Contribution à la croissance de la masse monétaire en variation annuelle



Source : BCEAO

3.4.1. Actifs Extérieurs Nets (AEN) des institutions de dépôt

A fin janvier 2024, les AEN des institutions de dépôt de l'Union se sont contractés de 1.599,0 milliards, en un an.

3.4.2. Créances intérieures

Les créances intérieures ont progressé, en rythme annuel, de 7,7% à fin janvier 2024, après 12,2% en décembre 2023. En lien avec le recours des Etats au marché financier régional pour le financement du déficit public, les créances nettes des institutions de dépôt sur l'Administration Centrale se sont accrues de 7,6% à fin janvier 2024, après 16,5% à fin décembre 2023.

Le financement du secteur privé est demeuré dynamique. Les créances sur l'économie ont enregistré, en glissement annuel, une croissance de 7,7% à fin janvier 2024 après 9,4% à fin décembre 2023. Les crédits accordés aux entreprises ont augmenté de 11,2% et ceux octroyés aux ménages et aux Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM) se sont accrues de 5,4% à fin janvier 2024, après respectivement 10,1% et 7,6% le mois précédent.

IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA

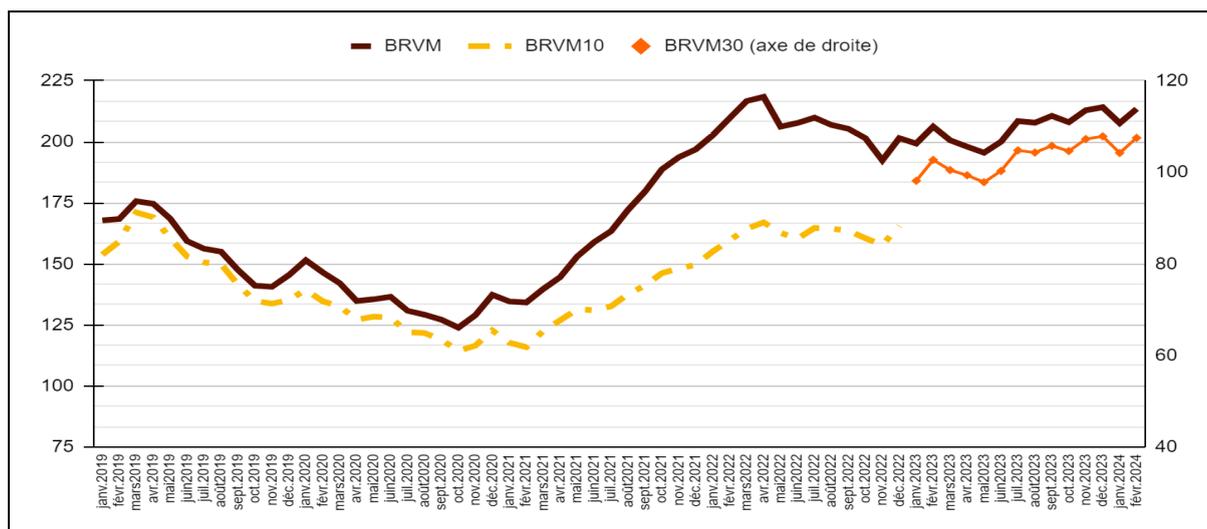
Les activités du marché boursier régional ont connu des évolutions à la hausse. Les Etats ont, pour leur part, mobilisé un total de 1.086,4 milliards en février 2024 sur les marchés financiers.

4.1. Marché boursier de l'UEMOA

Au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), les indicateurs d'activité ont affiché des évolutions à la hausse. A fin février 2024, l'indice global, le BRVM Composite, s'est renforcé de 2,8% par rapport à sa valeur à fin janvier 2024, pour s'établir à 213,5 points. De même, l'indice des trente valeurs les plus actives, le BRVM 30, lancé en début janvier 2023 en remplacement de l'indice BRVM 10, a progressé de 3,2% par rapport à sa valeur à fin janvier 2024, pour se situer à 107,5 points. A la date du 20 mars 2024, l'indice BRVM Composite a progressé de 0,1% par rapport à leur valeur de fin février 2024. L'indice BRVM 30 a, pour sa part, régressé de 0,2% sur la même période.

En glissement annuel, les indices BRVM composite et BRVM 30 se sont améliorés de 3,0% et 4,9% respectivement par rapport à février 2023.

Graphique 10 : Évolution des indices boursiers de la BRVM (en nombre de points)

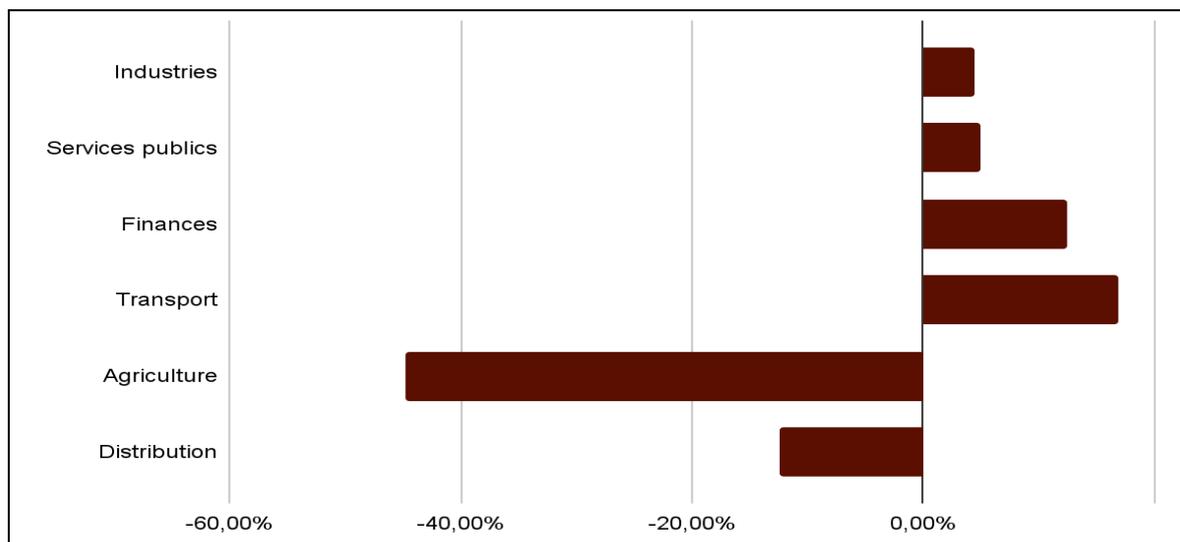


Source : BRVM

S'agissant de la capitalisation boursière totale, elle s'est accrue de 3,2% par rapport à fin février 2023 pour s'établir à 18.243,1 milliards. Cette orientation haussière a été imprimée notamment par les renforcements des indices des branches « Transport » : +16,9% et « Finance » : +12,4%.

Dans le détail, la capitalisation des actions a progressé de 3,6% à 7.942,8 milliards et celle des obligations de 2,9% à 10.300,3 milliards.

Graphique 11 - Évolution des indices sectoriels de la BRVM en février 2024 en variation annuelle



Source : BRVM

4.2. Marché des titres de la dette publique

Les opérations sur le marché régional des titres publics se sont soldées par une baisse du montant global des émissions et une évolution à la hausse des taux d'intérêt.

Sur le **marché par adjudication**, les ressources levées par les Etats se sont établies à 431,5 milliards en février 2024, dont 330,2 milliards de bons du Trésor (76,5%) et 101,3 milliards d'obligations (23,5%). Les ressources mobilisées ont baissé de 55,1 milliards (-11,3%) par rapport à janvier 2024, en lien avec la baisse des émissions de bons (-2,2 milliards) et d'obligations (-52,9 milliards). En glissement annuel, le volume global des émissions par adjudication a également baissé de 7,6% (-35,4 milliards).

Le taux de couverture³ global des montants mis en adjudication par les souscriptions a progressé en février 2024, ressortant à 132,8%, contre 119,8% le mois précédent.

Le compartiment par **syndication** a enregistré, au cours du mois sous revue, une émission de titres publics pour un montant global de 200,0 milliards. Aucune émission n'a été réalisée le mois précédent. En glissement annuel, le volume des émissions a progressé de 78,2 milliards (+64,2%).

³ Le taux de couverture est défini comme le rapport entre le montant des souscriptions et le montant sollicité lors du lancement des émissions.

Tableau 10 : Ressources mobilisées par les États (en milliards)

	février 2023	janvier 2024	février 2024	Variation mensuelle		Variation annuelle	
				montant	%	montant	%
Bons	245,3	332,4	330,2	-2,2	-0,7	84,9	34,6
Obligations	343,4	154,2	301,3	147,1	95,4	-42,1	-12,3
-Par adjudication	221,6	154,2	101,3	-52,9	-34,3	-120,3	-54,3
-Par syndication	121,8	0	200	200,0	-	78,2	64,2
Total adjudication	466,9	486,6	431,5	-55,1	-11,3	-35,4	-7,6
Total marché des titres publics	588,7	486,6	631,5	144,9	29,8	42,8	7,3
Eurobonds	0	1 568,6	454,9	1 568,6	-	1 568,6	-
Total général	588,7	2 055,2	1 086,4	-968,8	-47,1	497,7	84,5

Source : UMOA-Titres, BCEAO.

Les taux d'intérêt se sont inscrits en hausse, d'un mois à l'autre. En effet, le taux d'intérêt moyen pondéré⁴ des bons a progressé de 26 points de base (pdb) pour s'établir à 7,12% en février 2024, contre 6,86% en janvier 2024. Le rendement moyen pondéré des émissions obligataires a, pour sa part, augmenté de 74 pdb pour ressortir à 8,91% en février 2024. Par rapport à la même période de l'année précédente, les coûts des mobilisations des emprunts publics sont ressortis en hausse. Le taux moyen pondéré sur les bons du Trésor et le rendement moyen pondéré des obligations ont augmenté respectivement de 313 pdb et 224 pdb.

Sur les **marchés financiers internationaux**, l'Etat du Bénin a, le 6 février 2024, réalisé l'émission d'une euro-obligation de 750 millions de dollars (454,9 milliards de FCFA), à travers une obligation de maturité 14 ans, assortie d'un coupon de 7,96%. Le prix à l'émission est ressorti à 96,75% de sa valeur initiale, induisant un rendement de 8,375%.

Tableau 11 : Évolution des taux d'intérêt des émissions de titres par les États

(En point de pourcentage)

	février 2023	janvier 2024	février 2024	Variation	
				mensuelle	annuelle
Bons	3,99	6,86	7,12	0,26	3,13
Obligations	6,35	8,17	7,25	-0,92	0,90
Par adjudication	6,67	8,17	8,91	0,74	2,24
Par Syndication	5,75	-	6,41	-	0,66
Eurobonds	-	8,24	8,38	0,14	-

Source : UMOA-Titres, BCEAO.

V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA

La progression de l'activité économique se poursuivrait dans l'Union. Les perspectives économiques sont favorables. Elles restent toutefois tributaires de l'évolution de la conjoncture internationale, de la situation socio-politique et sécuritaire ainsi que des effets climatiques. Les performances des économies de l'UEMOA seraient portées par la bonne tenue des services et de l'industrie manufacturière, en dépit des effets des crises sécuritaire et politique.

5.1. Croissance

Dans les mois à venir, les économies de l'Union devraient connaître une reprise plus modérée. La croissance serait principalement soutenue par la hausse attendue de la demande intérieure et

⁴ Le taux d'intérêt moyen pondéré correspond au taux d'intérêt moyen sur les soumissions, pondéré des montants retenus.

l'amélioration continue de certains secteurs tels que le transport, le tourisme, l'hôtellerie et le BTP.

Selon les résultats de l'enquête de conjoncture menée par la BCEAO, l'activité économique dans l'ensemble des secteurs serait bien orientée et les chefs d'entreprise interrogés anticipent de meilleures performances, malgré la dégradation des conditions de production. Les branches commerciales, les industries manufacturières et extractives, ainsi que les services marchands et financiers devraient connaître une accélération.

Selon les prévisions de la BCEAO, l'activité économique devrait, en glissement annuel, progresser de 6,1% et 6,5% respectivement aux premier et deuxième trimestres 2024, après une croissance de 5,7% aux troisième et quatrième trimestres 2023. Les bonnes performances de la demande intérieure renforceraient la croissance économique des pays de l'UEMOA. Globalement, il est attendu une croissance du PIB de 6,5% en moyenne sur l'année 2024, après 5,7% en 2023.

Tableau 12 : Prévisions de taux de croissance économique de l'UEMOA
(contribution en point de %)

	Réalizations					Prévisions	
	4T2022	1T2023	2T2023	3T2023	4T2023	1T2024	2T2024
Secteur primaire	1,5	1,5	1,4	1,4	1,5	1,6	1,6
Agriculture vivrière	1,1	1,1	1,0	1,0	1,1	1,2	1,2
Sylviculture	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Pêche et élevage	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Secteur secondaire	0,9	0,6	0,7	0,8	0,7	0,7	0,8
Activités extractives	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Industries manufacturières	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Production et dist. Électricité, gaz et eau	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1
BTP	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2
Secteur tertiaire	3,9	3,5	3,5	3,6	3,5	3,8	4,1
Commerce	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9
Transports, postes et communications	0,6	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Banques, assurances et autres services non marchands net SIFIM	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9
Services non marchands	0,9	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0
Impôts et taxes	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6
Produit Intérieur Brut	6,2	5,6	5,6	5,7	5,7	6,1	6,5

Source : BCEAO

5.2. Monnaie

Les estimations situent le taux de croissance annuelle de la masse monétaire de l'Union à 2,3% à fin février 2024 contre 2,1% à fin janvier 2024. La hausse de 1.059,9 milliards qui en résulterait, serait essentiellement imputable à l'accroissement des créances intérieures de 8,7%, atténué par la baisse des AEN des institutions de dépôt (-43,1%).

En particulier, le renforcement des créances intérieures serait lié à la hausse attendue, en glissement annuel, des créances nettes sur les unités de l'administration publique centrale (+10,4%), accentuée par celle des créances sur l'économie (+7,6%).

Analysé sous l'angle de ses composantes, l'accroissement, en glissement annuel, de la masse monétaire se traduirait à fin février 2024 par la hausse des dépôts (+2,2%) et de la circulation fiduciaire (+2,9%).

5.3. Inflation

Sur la base des informations disponibles, le taux d'inflation au sein de l'Union, en glissement annuel, devrait s'établir à 2,9% en mars 2024. Cette évolution serait liée à la remontée des prix des céréales locales principalement dans les pays sahéliens de l'Union et à la récente révision à la hausse de 10% des tarifs de l'électricité en Côte d'Ivoire.

Tableau 13 : Évolution de l'inflation au sein de l'UEMOA par fonction
(contribution en point de %)

Fonctions	Réalizations					Estimation	Prévision	
	déc. 19	déc. 20	déc. 21	déc. 22	déc. 23	févr. 24	mars 24	avril 24
Produits alimentaires et boissons	-0,5	1,8	4,7	4,6	1,1	1,8	1,8	1,8
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0
Logement	0,2	-0,1	0,5	0,6	0,3	0,3	0,3	0,3
Ameublement	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Santé	-0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Transport	0,1	0,0	0,2	0,7	0,4	0,2	0,2	0,2
Communication	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Loisirs et culture	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Restaurants et Hôtels	0,0	0,2	0,1	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3
Autres biens	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Ensemble	-0,5	2,2	6,0	7,0	2,5	2,9	2,9	2,9

Sources : INS, BCEAO



ANNEXES STATISTIQUES

Tableau A1 : Évolution du chiffre d'affaires par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2022	2023	2023-24		2023-24	
	janvier	janvier	décembre	janvier (*)	décembre	janvier (*)
PRODUITS DE L'ALIMENTATION	-1,5	-1,6	0,3	-0,2	0,8	0,5
Produits non transformés de l'agriculture, de la chasse ou de la sylviculture	-1,5	0,1	0,1	-0,1	0,1	0,0
Produits non transformés de la pêche, de la pisciculture ou de l'aquaculture	-0,1	0,1	0,1	-0,1	0,0	0,1
Autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	0,0	-1,7	0,1	-0,1	0,6	0,5
EQUIPEMENT DE LA PERSONNE	0,0	0,4	0,3	0,0	0,1	0,1
Textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	0,0	0,4	0,3	0,0	0,1	0,1
Montres, horloges, bijoux et pierre précieuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
EQUIPEMENT DU LOGEMENT	0,7	0,1	0,0	-0,3	0,3	0,3
Ameublement, équipements et produits ménagers	0,0	0,2	0,0	-0,3	0,1	0,3
Matériaux de construction, quincaillerie, peintures, verres et articles de verre	0,7	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0
AUTOMOBILES, MOTOCYCLES ET PIÈCES DÉTACHÉES	-0,3	-0,2	0,7	0,4	1,0	-0,2
Véhicules automobiles neufs	-0,2	-0,6	-0,1	0,8	0,6	0,0
Véhicules automobiles usagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Motocycles neufs	0,0	0,0	-0,2	0,2	-0,4	-0,2
Motocycles usagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles neufs	0,0	0,5	1,2	-0,8	0,7	0,0
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles usagers	-0,1	-0,1	-0,1	0,1	0,0	0,0
PRODUITS PÉTROLIERS	1,6	0,5	-1,0	1,3	1,9	1,2
Produits pétroliers	1,6	0,5	-1,0	1,3	1,9	1,2
PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET COSMÉTIQUES	0,4	-1,0	-1,0	1,5	-0,1	0,5
Produits pharmaceutiques et médicaux	0,4	-1,1	-1,0	1,5	-0,1	0,4
Parfumerie et produits de beauté	0,0	0,1	0,0	0,0	-0,1	0,0
PRODUITS DIVERS	-0,3	0,5	-0,6	0,1	-0,9	-0,4
Machines de bureau et matériel et informatique	-0,3	0,0	-0,3	0,3	-0,5	-0,2
Autres appareils électriques et électroniques non ménagers	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
Articles de presse, librairie, papeterie, fournitures scolaires	-0,1	0,0	-0,1	-0,2	-0,1	0,0
Autres produits	0,0	0,3	-0,3	0,1	-0,4	-0,1
INDICE GLOBAL	0,5	-1,2	-1,3	2,8	3,0	2,0

Source : BCEAO (*) données provisoires, CVS

Tableau A2 : Indice de la production industrielle par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2022	2023	2023-24		2023-24	
	janvier	janvier	décembre	janvier (*)	décembre	janvier (*)
PRODUCTION DES ACTIVITES EXTRACTIVES	0,6	-2,2	1,2	-2,5	0,0	-0,4
Pétrole brut et gaz naturel	0,2	0,0	-0,3	-0,1	0,1	0,0
Minerais d'uranium et de thorium	-0,6	-0,4	0,1	-0,4	-0,2	-0,3
Minerais métalliques	1,0	-1,8	1,1	-2,2	0,3	-0,1
Autres minerais	0,0	0,0	0,2	0,2	-0,2	0,1
INDUSTRIES MANUFACTURIERES	-4,7	1,0	-0,3	0,7	2,9	2,7
Produits alimentaires et de boissons	-2,4	1,2	-2,2	-1,1	3,4	1,1
Produits à base de tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Textiles	0,6	2,8	-0,1	2,2	-0,3	-0,8
Articles d'habillement	-1,0	-0,8	2,8	-1,1	0,0	-0,4
Cuir; articles de voyage et de maroquinerie, articles de sellerie et de bourrellerie; chaussures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bois et articles en bois et en liège (sauf meubles); articles de vannerie et de sparterie	0,0	0,0	-0,1	1,0	-0,1	1,0
Papier, carton et articles en papier et en carton	0,1	0,2	-0,4	0,2	0,0	0,0
Produits de l'édition, de l'imprimerie et supports enregistrés	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,1
Produits pétroliers raffinés	-0,1	1,9	-2,6	1,8	-0,1	-0,2
Produits chimiques	-0,1	-2,0	0,7	1,3	-3,5	-0,2
Caoutchouc et matières plastiques	-0,7	-0,4	0,3	-0,8	0,7	0,2
Autres produits minéraux non métalliques	-1,0	-0,7	2,7	-1,0	0,9	0,6
Produits métallurgiques de base	-0,1	-0,7	-0,8	0,2	0,3	1,2
Ouvrages en métaux (sauf machines et matériel)	-0,1	-0,8	-0,4	-2,3	1,6	0,1
Machines et matériel n.c.a.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Machines et appareils électriques n.c.a.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres matériels de transport	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Meubles; activités de fabrication n.c.a.	0,0	0,0	-0,2	0,1	0,0	0,0
Produits de récupération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ ET D'EAU	0,1	-0,7	0,3	-1,7	1,2	0,1
Electricité, gaz, vapeur et eau chaude	0,0	-0,7	0,2	-1,6	1,1	0,1
Eau	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0
Indice Général	-4,0	-1,9	1,3	-3,5	4,1	2,5

Source : BCEAO (*) données provisoire, CVS
n.c.a. : non classé par ailleurs



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST